

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC

Chers amis,

Nous vous présentons ci-dessous les articles et communiqués sur la situation en Arménie et en Artsakh.

Cordialement,

Organisation Terre et Culture.

ARTSAKH - ARMENIE

Le Contemporain

19 Novembre 2023

[Caucase : Situation de l'Artsakh par Ana Pouvreau \(lecontemporain.net\)](#)

Caucase : Situation de l'Artsakh par Ana Pouvreau

L'exode massif des Arméniens de l'Artsakh a remis en lumière le tragique conflit entre les Arméniens et les Azéris (et les peuples turcs en général).

Quel regard porter sur ce conflit, sur la politique que mène Bakou, et sur les positions respectives d'Ankara et de Moscou ? Analyse d'Ana Pouvreau.

Par Ana Pouvreau - Spécialiste des mondes russe et turc, docteure ès lettres de l'université de Paris IV-Sorbonne et diplômée de Boston University en relations internationales et études stratégiques. Auteure de plusieurs ouvrages de géostratégie. Auditrice de l'IHEDN.

Le 19 septembre 2023 a marqué la fin de la République d'Artsakh (ou République du Haut-Karabagh) indépendante depuis 1991. A la suite de la victoire des forces azerbaïdjanaises et après plusieurs mois de blocus, elle a été dissoute. La majeure partie de la population arménienne a été poussée sur les routes de l'exode. La capitale Stepanakert a été investie par l'armée azerbaïdjanaise.

Selon Jean-Christophe Buisson, directeur adjoint du *Figaro Magazine*, en 2020 150.000 Arméniens vivaient encore en Artsakh. Après la guerre de 2020, leur nombre s'est réduit à 105.000. Enfin, la guerre de 2023 et l'exode massif qu'elle a provoqué, ont eu pour résultat de n'y laisser que huit habitants !

La fin de plus de trois décennies d'existence pour la République d'Artsakh est une nouvelle surprise stratégique sur le continent eurasiatique et elle est certainement le signe annonciateur d'une nouvelle ère de profonds changements géopolitiques.

L'embrasement du Haut-Karabagh témoigne avant tout de l'héritage empoisonné légué par Staline dans tout l'espace post-soviétique. Il illustre également le jeu de la Turquie et d'Israël, qui ont soutenu l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, pour y défendre leurs intérêts spécifiques et/ou y accroître leur influence dans le Caucase, tandis que l'Iran soutenait l'Arménie. L'Union européenne, pour sa part, n'a pas agi avec efficacité pour défendre les Arméniens de l'Artsakh, en raison de sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'Azerbaïdjan qui l'approvisionne en gaz. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen avait même qualifié le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev de « partenaire fiable » de l'Union européenne, en juillet 2022, lors de la signature d'un nouvel accord gazier.

I. Le spectre de Staline

Le conflit sanglant et la tragédie humaine qui se sont déroulés au Haut-Karabagh sont une fois de plus le résultat de la politique cynique menée par Staline vis-à-vis des peuples de l'Union soviétique. Pour rappel, peuplé majoritairement d'Arméniens, le Haut-Karabagh, petit territoire du Caucase du Sud, dont la superficie est à peu près équivalente à la moitié de celle de la Corse, a été incorporé dans la République socialiste soviétique (RSS) d'Azerbaïdjan dans les années 1920.

Il en a été de même pour le Nakhitchevan, enclave azérie en territoire arménien, mais sans continuité territoriale avec l'Azerbaïdjan, ce qui témoigne bien de la volonté stalinienne de diviser afin d'asseoir sa domination sur l'immense empire soviétique de 22 millions de km².

Staline a agi dans une logique similaire avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, afin d'affaiblir la Géorgie. A partir de 1988, en pleine période de pérestroïka gorbatchévienne, les Arméniens du Haut-Karabagh ont nourri l'espoir d'un rattachement à l'Arménie. Après la chute de l'Union soviétique en 1991, l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabagh puis l'Arménie ont déclaré leur indépendance. Le Haut-Karabagh nouvellement appelé République d'Artsakh, n'étant pas doté du statut d'ancienne république fédérée de la défunte Union soviétique, son indépendance n'a pas été reconnue par la communauté internationale, mais seulement par l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. A noter cependant qu'aux Etats-Unis, plus d'une dizaine d'Etats l'ont reconnue.

Au plan de la citoyenneté, ses habitants, libérés du contrôle des autorités azerbaïdjanaises, disposaient d'une carte d'identité de la République d'Artsakh, mais devaient, pour pouvoir voyager, demander un passeport que la République d'Arménie acceptait de leur délivrer. A compter des années 1990, des groupes de volontaires en charge de la défense du Haut-Karabagh se sont organisés en Armée de défense, constituée de 20.000 militaires en activité.

Au terme du conflit de haute intensité qui s'ensuivit entre Arméniens et Azéris entre 1991 et 1994, on dénombra quelque 30.000 morts. En 1992 a été créé le Groupe de Minsk sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ce dernier a tenté de régler ce conflit inextricable. Mais le Haut-Karabagh a échoué à obtenir une reconnaissance de la communauté internationale - même avec un statut provisoire - assortie de garanties de la part des trois grandes puissances (Etats-Unis, Russie et France), qui co-présidaient le

Groupe de Minsk (1).

En 1994, un cessez-le-feu a mis provisoirement fin aux hostilités. A ce stade, au-delà du territoire d'origine qu'il occupait en tant que région autonome de l'Union soviétique, le Haut-Karabagh bénéficiait d'une continuité territoriale avec l'Arménie et partageait une frontière avec l'Iran, grâce aux territoires désormais sous contrôle de l'Armée de défense du Haut-Karabagh. En 2016, les affrontements ont repris, faisant des centaines de morts des deux côtés, signe annonciateur d'une escalade.

A compter de septembre 2020, la reprise du conflit s'est faite dans un contexte inédit : celui de l'implication de la puissance turque en soutien du gouvernement azerbaïdjanais dont le but est de reprendre le contrôle total du Karabagh. Cette implication a fait courir le risque d'une internationalisation du conflit.

Le jeu des puissances Les ventes d'armement ont complexifié la donne et aggravé le conflit surtout à partir de 2020. En effet, la Turquie, en plus d'apporter l'expertise de plusieurs dizaines de conseillers militaires aux forces azerbaïdjanaises a fourni des drones armés de fabrication turque (Bayraktar TB2), déjà utilisés notamment en Syrie. L'Arménie a dénoncé la présence d'avions F-16 turcs.

Israël, qui jusqu'à récemment entretenait de bonnes relations avec l'Azerbaïdjan et dont la coopération de défense avait déjà atteint un montant de 4 milliards d'euros en 2016, a fourni, pour sa part, en 2020, des « drones kamikazes » Herop dans le conflit au Haut-Karabagh (avant de proposer dans la foulée une aide humanitaire à la population civile). En novembre 2023, Israël s'est même engagé à fournir des systèmes de défense BARAK MX à l'Azerbaïdjan.

Enfin, la Russie a longtemps approvisionné les deux camps en équipements de défense.

Considéré par la Turquie comme un Etat-frère au sein de la grande nation turque (qui regroupe tous les peuples turcophones de la planète), l'Azerbaïdjan a bénéficié, de la part de cette dernière, d'un soutien à la fois idéologique, politique

et militaire.

En effet, le fait que la Turquie soit membre de l'OTAN (depuis 1952) et que l'Arménie soit liée à la Russie depuis 2002 par un accord de défense collective dans le cadre de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), (l'organisation qui a succédé à l'alliance du Traité de Tachkent de 1992) - ce qui n'est pas le cas de l'Azerbaïdjan, aujourd'hui membre du GUAM, l'Organisation pour la démocratie et le développement, une organisation pro-occidentale - a donné des sueurs froides aux analystes du conflit. Cependant, la Russie a clairement laissé entendre que le Haut-Karabagh était exclu de cet accord et que seule l'Arménie, dans ses frontières actuelles, était concernée.

L'Iran, pour sa part, soutient l'Arménie, même si les Azerbaïdjanais sont chiites. Lors du conflit de 2020, la préoccupation des Iraniens a été notamment liée à la présence de plusieurs centaines de mercenaires sunnites pro-turcs arrivés du théâtre syrien pour soutenir les forces azerbaïdjanaises dans le conflit. Cette situation avait été dénoncée, le 1er octobre 2020, par le président français qui avait affirmé, à l'époque, que 300 djihadistes avaient quitté la Syrie pour rejoindre la capitale de l'Azerbaïdjan en passant par Gaziantep en Turquie. « Ils sont connus, tracés, identifiés, ils viennent de groupes jihadistes qui opèrent dans la région d'Alep », avait-t-il déclaré lors d'un sommet de l'Union européenne à Bruxelles. Le 10 novembre 2020, un cessez-le-feu obtenu à l'issue de négociations à Moscou entre la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie, devait permettre d'arrêter le bain de sang (6.500 morts), en attendant qu'une solution soit enfin trouvée concernant le statut de cette ancienne « *oblast* » (région) autonome de l'Union soviétique. La Russie, avec le déploiement de 1.960 soldats russes et de 90 blindés, devait assurer le respect de ce texte qui prévoyait notamment le maintien d'un corridor terrestre (corridor de Latchine) reliant les territoires encore sous contrôle séparatiste et l'Arménie.

Après plusieurs mois de blocus, en septembre 2023, l'Azerbaïdjan a lancé une nouvelle offensive militaire majeure au Haut-Karabagh. Les forces de l'Artsakh se sont rapidement effondrées, entraînant une victoire azerbaïdjanaise, la dissolution de, l'exode de la quasi-totalité de la population arménienne de la région (quelque 100.000 personnes !), et l'entrée des forces de sécurité azerbaïdjanaises dans l'ancienne capitale de l'Artsakh, [Stepanakert](#).

L'Azerbaïdjan est aujourd'hui accusé de détenir arbitrairement des prisonniers

politiques, anciens responsables de l'Artsakh (dont la France demande la libération immédiate) et de détruire le patrimoine arménien sur ce territoire, ce qui n'a pas empêché l'UNESCO d'élire l'Azerbaïdjan à la vice-présidence de sa Conférence générale en novembre 2023.

Dans un entretien pour *Le Dialogue* [revue partenaire du *Contemporain*, NDLR], Tigrane Yegavian, géopolitologue spécialiste du Caucase, a averti que le nouveau vide sécuritaire et l'absence d'une architecture de sécurité dans la région étaient extrêmement périlleux pour les équilibres géostratégiques. L'Iran, la Turquie et la Russie vont certainement combler ce vide. « Mais dans cette affaire », ajoute-t-il, « ce sont les plus faibles qui vont le payer, en l'occurrence l'Arménie » (2).

Références de l'auteure

1) Entretien de l'auteure avec M. Guévorkian, 9 et 10 octobre 2020.

2) <https://www.ledialogue.fr/839/Grand-entretien-exclusif-pour-Le-Dialogue-avec-Tigrane-Y%C3%A9gavian>

Le Monde

22 Novembre 2023

« Le Haut-Karabakh me manque tellement » : en Arménie, la nouvelle vie des réfugiés

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/22/le-haut-karabakh-me-manque-tellement-en-armenie-la-nouvelle-vie-des-refugies_6201556_3210.html

Les 100 000 habitants de l'ex-enclave séparatiste, encore sous le choc, tentent de se reconstruire après la perte de leur territoire passé aux mains de l'Azerbaïdjan en septembre.

Avant de fuir le Haut-Karabakh, Natalie Musayelian, 13 ans, a ramassé à la hâte une poignée de cailloux, une branche, quelques baies, et les a cachés dans une petite boîte de chocolats avec la clé de sa maison située à Martouni, dans l'ex-enclave séparatiste. Depuis qu'elle a trouvé refuge en Arménie avec sa grand-mère et sa tante, l'adolescente étreint chaque matin ses trésors, vestiges de sa vie d'avant, et les respire à plein nez. « *Ça me rappelle ma maison. L'Artsakh [nom arménien du Haut-Karabakh] me manque tellement !* »

[Plus de 100 000 Arméniens - la quasi-totalité de la population - ont fui le Haut-Karabakh](#) à l'issue de l'offensive azerbaïdjanaise du 19 septembre, qui a conduit à la chute de la République autoproclamée, et la reprise du territoire par Bakou, après trente ans de conflit.

Deux mois plus tard, le choc lié à leur départ précipité est encore vif, mais tous s'efforcent de rebâtir leur vie en Arménie. « *La première phase de survie est passée, observe Aneta Kachotian, psychologue, chargée du suivi d'une trentaine de familles. Ils ont tout perdu et doivent désormais recommencer de zéro. Cela les plonge dans un stress si important que beaucoup sont comme "gelés", incapables de se projeter.* »

Natalie Musayelian (au centre), avec sa grand-mère et sa tante, dans leur appartement de Jermouk (Arménie), le 16 novembre 2023. KAREN MIRZOYAN POUR « LE MONDE » Une poignée de cailloux, une branche, quelques baies, cachés par Natalie Musayelian dans une petite boîte de chocolats avec la clé de son ancienne maison. KAREN MIRZOYAN POUR « LE MONDE »

Écouter aussi [Haut-Karabakh : comment les Arméniens ont perdu l'enclave après des décennies de guerre](#)

Premier défi : retrouver un logement. De nombreux réfugiés se déplacent encore à travers le pays, à la recherche d'un lieu où s'établir. La famille de Natalie Musayelian a fini par trouver un modeste appartement en location à 40 000 drams (91 euros) à Jermouk, une célèbre station thermale prisée par les Russes et située près de la frontière avec l'Azerbaïdjan. « *C'était très difficile de trouver ailleurs, tout est si cher ! Ici, c'est plus abordable* », explique Varsik, la tante. Et pour

cause : depuis qu'elle a été bombardée par les Azerbaïdjanais en septembre 2022, cette ville est déserte. Autour de l'étendue d'eau, où se pressent d'ordinaire des milliers de touristes en cette saison, on n'entend guère que le cri des canards et le vent dans les arbres.

Lorsque la famille Musayelian a annoncé à ses amis qu'elle s'installait ici, ils se sont affolés : « *Mais vous n'avez pas peur ?* » La plupart des réfugiés ont refusé d'être relocalisés dans les zones frontalières, devenues les plus meurtrières, ces trois dernières années. « *Ils disent qu'ils sont fatigués de la guerre*, explique Vardan Sargsyan, le maire adjoint de Jermouk. *Nous aussi, on est inquiets : les Azerbaïdjanais sont à 5 kilomètres, sur les montagnes, et ils fortifient leurs positions.* » La grande majorité des nouveaux arrivants sont d'ailleurs déjà repartis vers des localités jugées plus calmes.

La suite est réservée aux abonnés.

Nouvelles d'Arménie Magazine

24 Novembre 2023

Erevan annonce que les commissions frontalières arménienne et azerbaïdjanaise se rencontreront bientôt à la frontière

Les commissions arménienne et azerbaïdjanaise de délimitation et de démarcation des frontières prévoient de se réunir à la frontière entre les deux pays le 30 novembre, après avoir conclu un accord préliminaire à ce sujet, a

déclaré jeudi le ministère arménien des Affaires étrangères.

Cette annonce fait suite à l'appel lancé le 21 novembre par le ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan en faveur de négociations directes avec l'Arménie dans un lieu « mutuellement acceptable », y compris à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

En réponse à cet appel, la partie arménienne a réaffirmé la volonté d'Erevan de « reprendre les négociations » avec Bakou pour établir la paix entre les deux nations du Caucase du Sud et a mentionné la possibilité d'une rencontre à la frontière entre les membres arméniens et azerbaïdjanaïses des commissions impliquées dans les processus de délimitation et de démarcation des frontières, ce qu'Erevan avait déjà proposé auparavant, selon le ministère.

Le ministère arménien n'a toutefois pas mentionné la possibilité de discussions directes entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au plus haut niveau.

Les commissions dirigées par les vice-premiers ministres d'Arménie et d'Azerbaïdjan, Mher Grigorian et Shahin Mustafayev, ont déjà l'expérience des négociations à la frontière. La première réunion de ce type a eu lieu en mai 2022, suivie d'une autre en juillet de cette année.

Un allié du Premier ministre arménien Nikol Pashinian au parlement arménien a déclaré mercredi au service arménien de RFE/RL qu'Erevan était toujours « enclin » à tenir des négociations avec Bakou au niveau des dirigeants des deux pays par la médiation de l'Union européenne, en particulier du président du Conseil européen Charles Michel.

Sargis Khandanian, qui représente la faction pro-gouvernementale du Contrat civil et dirige la Commission des relations extérieures de l'Assemblée nationale arménienne, a expliqué que de telles négociations seraient basées sur les grands principes de la normalisation arméno-azerbaïdjanaïse, y compris la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale et des frontières sur la base d'une déclaration de 1991 signée par une douzaine d'anciennes républiques soviétiques. Il a ajouté que les parties s'étaient mises d'accord sur ces principes en juillet, lors du dernier cycle de négociations sous l'égide de l'UE entre M. Pashinian et le président azerbaïdjanaïse Ilham Aliyev.

« Sur la base de cette logique, il est nécessaire d'assurer la continuité de ces négociations et de poursuivre les réunions au niveau des dirigeants des pays par le biais de la médiation de l'Union européenne, en particulier du président du Conseil européen Charles Michel », a déclaré M. Khandanian.

M. Aliyev semble avoir évité les plateformes occidentales de négociations avec l'Arménie après que les forces azerbaïdjanaïses ont repris l'ensemble du Haut-

Karabakh lors d'une opération militaire d'une journée en septembre, provoquant la fuite vers l'Arménie de plus de 100 000 personnes, soit la quasi-totalité de la population arménienne locale.

Nouvelles d'Arménie Magazine

24 Novembre 2023

L'Arménie n'a pas l'intention de quitter les alliances dirigées par la Russie

L'Arménie n'envisage pas la possibilité de quitter les alliances dirigées par la Russie, y compris l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et l'Union économique eurasiennne (UEE), a déclaré jeudi un haut fonctionnaire d'Erevan.

Le vice-ministre des affaires étrangères, Mnatsakan Safarian, a également déclaré aux journalistes que l'Arménie n'avait pas non plus l'intention de soulever la question du retrait de la base militaire russe de Gyumri.

« Pour l'instant, aucun sujet de ce type n'est à l'ordre du jour », a déclaré le vice-ministre.

L'Arménie s'est attiré les critiques de la Russie au début du mois après que le premier ministre Nikol Pashinian a refusé d'assister au sommet de l'OTSC organisé à Minsk, en Biélorussie, le 23 novembre. D'autres responsables arméniens ont également refusé de participer à des événements organisés par l'alliance de défense dirigée par la Russie, qui comprend également la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, a critiqué l'Arménie pour ce qu'elle a décrit comme des efforts voilés de la part

d'Erevan pour changer le vecteur de sa politique étrangère en faveur de l'Occident. Elle a déclaré que la décision d'Erevan de ne pas participer aux réunions de l'OTSC n'était pas dans « les intérêts à long terme du peuple arménien ».

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe Vladimir Poutine, a également déploré la décision de l'Arménie de ne pas participer au sommet de l'OTSC, mais a déclaré que le Kremlin s'attendait à ce que « l'Arménie poursuive son travail dans le cadre de cette organisation ».

Le secrétaire général de l'OTSC, Imangali Tasmagambetov, a déclaré en début de semaine que les autorités d'Erevan avaient demandé que la question de l'assistance militaire à l'Arménie soit retirée de l'ordre du jour du sommet.

L'Arménie avait demandé une assistance militaire à l'OTSC en septembre 2022, après deux jours d'affrontements meurtriers à la frontière avec l'Azerbaïdjan qui, selon Erevan, découlaient de l'agression de Bakou contre le territoire souverain de l'Arménie.

Le bloc dirigé par la Russie n'a pas qualifié l'Azerbaïdjan d'agresseur et a effectivement refusé de soutenir militairement l'Arménie, tout en acceptant d'envisager l'envoi d'une mission d'observation dans le pays du Caucase du Sud.

Lors du sommet de l'OTSC qui s'est tenu à Erevan en novembre 2022, l'Arménie a refusé une telle mission, déclarant qu'avant qu'elle ne soit menée à bien, elle devait donner une évaluation politique claire de ce qu'Erevan avait qualifié d'agression et d'occupation par l'Azerbaïdjan d'un territoire arménien souverain.

Expliquant sa décision de ne pas participer au sommet de Minsk, le premier ministre arménien a déclaré au parlement d'Erevan au début du mois que le « problème fondamental » de l'OTSC était que cette organisation avait refusé de « dé-jurer de fixer sa zone de responsabilité en Arménie ».

Auparavant, le dirigeant arménien et d'autres responsables arméniens avaient déclaré que l'incapacité de l'alliance de défense dirigée par la Russie à répondre aux défis sécuritaires auxquels l'Arménie est confrontée signifiait que « c'est l'OTSC qui quitte l'Arménie et non l'Arménie qui quitte l'OTSC ».

S'exprimant devant le parlement le 15 novembre, le dirigeant arménien a toutefois refusé de se laisser entraîner dans la discussion sur la question de savoir si l'Arménie envisageait de quitter officiellement l'OTSC, et il n'a pas non plus voulu parler d'alternatives à l'adhésion à cette organisation en matière de sécurité.

« Nous n'avons pas l'intention d'annoncer un changement de notre politique en termes stratégiques tant que nous n'avons pas pris la décision de quitter

l'OTSC », a déclaré M. Pashinian.

Nouvelles d'Arménie Magazine

24 Novembre 2023

Nikol Pachinian confirme que la question d'enclaves existe bien dans les discussions de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

La question des enclaves, oui, elle existe, mais que signifie cette question, d'où vient-elle et pourquoi existe-t-elle ? Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian l'a mentionné aujourd'hui 24 novembre, en répondant en direct aux questions des citoyens par vidéo. Transmis en direct par la chaîne de Télévision Publique d'Arménie.

"L'un des principes du traité de paix est que l'Arménie et l'Azerbaïdjan reconnaissent mutuellement leur intégrité territoriale, sur les territoires de l'Arménie soviétique et de l'Azerbaïdjan soviétique, et quand nous disons le territoire de 29 800 kilomètres carrés de l'Arménie, cela n'inclut pas les enclaves qui appartenaient à l'Union soviétique sont l'Azerbaïdjan et 29 800 kilomètres carrés de l'Arménie comprennent Artsvashen, qui est une enclave entourée par le territoire de l'Azerbaïdjan.

Ce problème doit être résolu d'une manière ou d'une autre. Même si je le voulais, je ne peux pas dire que cette question n'existe pas. Artsvashen est le territoire de l'Arménie souveraine, je ne peux pas simplement dire que nous n'avons rien à voir avec cette partie du territoire souverain de l'Arménie.

Lorsque nous abordons la question d'Artsvashen, l'Azerbaïdjan soulève à son tour la question des enclaves qui existaient de jure selon sa description et les cartes et décisions de l'URSS.

Si nous disons qu'il n'est pas question d'enclave, alors nous devons dire qu'il n'est pas question d'enclave, et il n'est pas question d'Artsvashen, mais les deux questions existent. Ces deux questions doivent être réglées dans le cadre du processus de paix" a déclaré Pashinyan.

Le Premier ministre arménien a souligné qu'il existe plusieurs manières de résoudre ce problème. *"Disons que nous réaffirmons notre souveraineté sur Artsvashen, en Azerbaïdjan, sur les enclaves existantes de jure. Il y a beaucoup de questions ici. Premièrement, le territoire de cette enclave doit être dessiné et rétabli. Deuxièmement, nous n'avons pas de frontière directe avec Artsvashen, comment allons-nous traverser le territoire depuis notre frontière jusqu'à Artsvashen, respectivement l'Azerbaïdjan dans son cas ? De nombreux problèmes se posent ici.*

Une autre solution peut être trouvée ici, à savoir que les enclaves qui sont entourées par le territoire de l'Arménie commencent à être considérées de jure comme le territoire de l'Arménie, les territoires qui sont entourés par le territoire de l'Azerbaïdjan commencent à être considérés comme le territoire de l'Azerbaïdjan. Mais cela fait déjà l'objet d'un accord concret, qui doit également être ratifié par l'Assemblée nationale de la République d'Arménie" a souligné Nikol Pachinian.

Le Premier ministre arménien a annoncé que des discussions avaient eu lieu sur ce sujet lors des négociations. *"Pour l'instant, il n'y a pas d'accord très précis et objectif sur ce sujet. Si nous devons agir, vous le saurez, nous en discuterons » a-t-il affirmé.*

Il a assuré qu'il n'existe aucun moyen de résoudre ce problème, à partir duquel des solutions parallèles ne sont pas possibles et réfléchies sur place. Il dit que *« Les tensions sur cette question sont bien plus que ce que cela vaut la peine d'avoir des tensions sur cette question. »*

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

24 Novembre 2023

L'archevêque Bagrat Galstanyan : Si nous acceptons la perte de l'Artsakh, nous n'aurons ni vérité, ni justice, ni paix

Je suis sûr que chacun, quel que soit son comportement, du pire au plus élevé, souffre au plus profond de son cœur de la perte momentanée de notre Patrie, de la perte du monde de l'Artsakh. L'archevêque Bagrat Galstanyan, chef du diocèse de Tavush de l'Église apostolique arménienne, l'a déclaré dans son sermon.

"Et très souvent, il se tait, non pas pour ne pas exprimer sa douleur, mais d'abord, en gardant la douleur en lui, pour l'améliorer ou essayer de la guérir, et deuxièmement, parce qu'il veut devenir normal et à tout moment en paix avec cette perte. C'est très simple.

Et si nous devenons ordinaires et pacifiques, nous n'aurons ni la vérité, ni la justice, et par conséquent, nous n'aurons pas la paix.

Nous serons comme l'homme qui est constamment insulté, déshonoré, pris par la main, humilié, mis à genoux, moqué, ridiculisé, et cette personne vit en paix et normalement avec eux tous, et prétend que rien ne lui est arrivé.

C'est arrivé, les amis, c'est arrivé. Un désastre s'est produit, un désastre terrible, vous avez perdu votre patrie. Si vous ne le savez pas, je vous le dis, vous avez perdu votre Patrie" a souligné l'archevêque Bagrat Galstanyan. News.am

Krikor Amirzayan

RUSSIE

22 Novembre 2023

[Moches coups à Moscou - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Moches coups à Moscou

Comment en disconvenir ? La Russie de Poutine a manqué à tous ses devoirs. L'opération de nettoyage ethnique méthodiquement menée contre l'Artsakh montre à elle seule l'étendue du désastre. Envoyées sur place pour protéger les populations locales, les forces russes d'interposition ont, en effet, assisté pendant neuf mois, en spectatrices, au blocus à caractère génocidaire organisé contre elles par Bakou. Ces troupes n'ont pas non plus levé le petit doigt pour prévenir ou contrer l'offensive militaire du 19 septembre, ni sauver les dirigeants de l'Artsakh aujourd'hui emprisonnés. Pas plus que la base russe de Gumri n'a bougé lorsque la soldatesque azerbaïdjanaise a franchi, en septembre 2021, la frontière de l'Arménie pour occuper environ 150 km² de son territoire souverain. Et ce, au mépris des obligations découlant de l'alliance stratégique arméno-russe signée le 29 août 1997.

Cette « défection » de la Russie, aussi perçue comme une « trahison », est d'autant plus mal ressentie que Poutine n'a jamais cessé de vendre des armes de pointe à Bakou, et ce, bien avant la Révolution de velours, alors même qu'il s'appuyait sur des présidents arméniens à sa botte. En témoignent les déclarations d'Ilham Aliyev en 2018 se vantant d'avoir acheté pour 5 milliards de dollars de matériel de guerre russe, dont 4 milliards de dollars entre 2010 et 2014. Il est donc erroné d'affirmer que le lâchage militaire de l'Arménie serait la conséquence exclusive de l'arrivée au pouvoir de Pachinian. D'autant que la Russie ne lui avait quasiment pas livré d'armes entre 2004 et 2009, sous le règne de Kotcharian (supposé proche de Poutine) et que celles vendues à « prix d'ami » jusqu'en 2017 au régime Sarkissian, se sont avérées défectueuses durant la guerre des 44 jours (pschitt des missiles Iskander, flop des quatre avions de

chasse Su-30 restés cloués au sol, etc....).

Après un tel bilan, Moscou ne paraît donc guère fondé à reprocher à l'Arménie de chercher à « diversifier ses relations dans le domaine de la sécurité », pour reprendre l'expression employée par Pachinian devant le Parlement, le 15 novembre. D'autant qu'avec la guerre en Ukraine, qui mobilise toutes ses ressources militaires, la Russie est moins que jamais en situation de vendre des armes à des tiers.

Dans ce même domaine des critiques injustifiées, il est encore plus malvenu de la part de Moscou d'invoquer l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 pour afficher ses prétentions sur le « contrôle » des routes envisagées entre l'Azerbaïdjan et la République autonome du Nakhitchevan, via l'Arménie, comme le stipulait l'article 8 de ce document. Ledit accord étant devenu de facto caduc, en raison des multiples violations que lui ont fait subir Bakou ainsi que le Kremlin. Dans ces conditions, n'est-il donc pas pour le moins « étrange » de se référer à un texte aussi obsolète, dont aucune des clauses n'a été respectée, à l'exception de celles défavorables à l'Arménie ?

Un même sentiment d'illégitimité émane également des critiques russes sur l'adhésion de l'Arménie à la Cour pénale internationale (CPI). En position manifeste d'infériorité militaire face au tandem turco-azerbaïdjanais, cet Etat, menacé et en partie occupé, devrait-il de surcroît se priver de cette protection juridique, instaurée pour prévenir et punir les crimes de guerre ? Et ce, au motif que Poutine s'est, de lui-même, mis en délicatesse avec cette institution ?

Ainsi, hélas, le regrettable contentieux arméno-russe actuel résulte moins de l'influence supposée de l'Occident sur Pachinian, pointée le 16 novembre par le ministère russe des Affaires étrangères, que de l'incurie, voire du cynisme, du régime poutinien, à l'égard d'un allié, qui avait pourtant toujours affirmé sa volonté de respecter les engagements diplomatiques inhérents à son système d'alliance, quelles que soient, dans un autre registre, ses aspirations légitimes à la démocratie. D'où l'alignement des votes d'Erevan sur ceux de Moscou à l'ONU, d'où sa participation à des missions controversées, comme celle auprès des militaires russes en Syrie (aide à caractère médical).

Par ailleurs, l'Arménie n'a jamais dénoncé son appartenance à la CEI, à l'OTSC, à l'Union économique eurasiatique, autant de structures dirigées par le Kremlin.

Elle n'a fait que poursuivre et renforcer la diplomatie dite de « complémentarité », puis « multivectorielle », initiée sous les régimes prorusses précédents - faut-il le rappeler ? -, et qui l'ont conduite à se rapprocher de l'Europe, des États-Unis mais aussi de l'Inde. Des superpuissances sur lesquelles elle aimerait fonder ses espoirs (notamment la France), à défaut de pouvoir compter sur son allié historique russe, empêtré dans une guerre contre-productive en Ukraine, et sur des partenariats contre-nature du point de vue de ses intérêts stratégiques régionaux, avec le nouvel Empire ottoman en voie de reconstitution. Comme l'a encore montré le sommet panturquiste du 3 novembre à Astana, dans le pré carré musulman du Kremlin...

Ara Toranian

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 Novembre 2023

Le Premier ministre arménien critique Moscou, en pleine crise dans leurs relations

Le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a accusé vendredi Moscou de n'avoir pas livré des armes pourtant déjà payées par Erevan et sous-entendu que des médias russes avaient pu tenter de « déstabiliser » la politique intérieure de son pays.

L'Arménie et la Russie sont traditionnellement alliées mais leurs relations tournent à l'aigre depuis la reprise militaire de l'enclave séparatiste du Haut-Karabakh, jusqu'alors majoritairement peuplée d'Arméniens, par l'Azerbaïdjan en

septembre.

Erevan reproche à Moscou de n'avoir rien fait pour empêcher cette offensive, et multiplie depuis les piques envoyées à la Russie.

Vendredi, Nikol Pachinian a évoqué un « problème lié à la livraison (russe) d'armes et d'équipements que nous avons déjà payés ».

Des « discussions » sont en cours pour « régler ce problème », a-t-il ajouté lors d'une allocution télévisée.

« Nous savons que la Russie a elle-même besoin d'armes », a-t-il glissé, référence à peine voilée à l'invasion de l'Ukraine, qui engloutit les forces et les armements de Moscou depuis bientôt deux ans.

Le Premier ministre a parlé d'autres « problèmes », cette fois concernant des violations d'un accord bilatéral interdisant aux télévisions de chacun des deux pays toute tentative d'« interférer dans les affaires internes » ou de « déstabiliser la situation politique » de l'autre.

Nikol Pachinian a dit avoir invité la partie russe à des consultations pour « régler ce souci dans une atmosphère amicale et normale ».

Cette semaine, l'Arménie a choisi de snober le sommet de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), alliance militaire dont elle est membre et qui est chapeautée par la Russie.

Le Kremlin a exprimé des regrets vis-à-vis de cette absence.

Vendredi, Nikol Pachinian a enfoncé le clou en assurant que « les actions de l'OTSC (n'étaient) pas alignées avec les intérêts de l'Arménie ».

Les Arméniens « se demandent pourquoi nous restons dans une organisation qui n'apporte rien et (...) au contraire, crée des problèmes additionnels pour notre sécurité », a-t-il lancé.

Le Premier ministre s'est ensuite voulu plus conciliant, assurant qu'Erevan ferait « tout » pour que ses relations avec la Russie soient bâties sur « la logique de respect de la souveraineté de l'indépendance de l'autre ».

L'Arménie, qui avait déjà montré des signes d'éloignement avant l'offensive au Haut-Karabakh, se rapproche davantage de l'Occident, décrochant par exemple des promesses de livraisons d'armes de la France, un partenaire historique.

Début octobre, le Kremlin avait estimé qu'Erevan n'avait « rien de mieux » que l'alliance avec la Russie.

24 Novembre 2023

Le sommet de l'OTSC se réunit à Minsk, en l'absence remarquée de l'Arménie

Le sommet des leaders des pays membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une alliance militaire dirigée par la Russie, s'est réuni jeudi 23 novembre à Minsk, en l'absence remarquée de l'Arménie, dont le premier ministre Nikol Pachinian boycottait l'événement, comme les précédentes réunions depuis un an de cette alliance qu'il accuse d'avoir failli à ses obligations de solidarité avec l'Arménie. Le président russe Vladimir Poutine et les leaders des quatre autres ex-Républiques soviétiques membres de l'alliance, le Kazakhstan, le Kirgizstan, le Tadjikistan et le président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko, qui présidait le sommet, se sont donc réunis en l'absence du dirigeant et d'autres responsables attendus de l'Arménie, pays toujours officiellement membre de l'alliance, dont le drapeau avait été déployé néanmoins pour l'occasion à l'aéroport de Minsk et dans le palais de l'Indépendance où se tenait la rencontre. Une absence prévisible d'ailleurs du premier ministre arménien, les autres responsables arméniens concernés, qu'il s'agisse du ministre de la défense, du ministre des affaires étrangères ou encore du secrétaire du Conseil de sécurité nationale, n'ayant pas participé aux réunions préparatoires des Etats membres qui s'étaient tenues la veille, mercredi, dans la capitale biélorusse. L'Arménie n'en était pas moins à l'ordre du jour de ce sommet, Loukachenko n'ayant pas manqué de souligner que l'absence des représentants du pays allié avait fait l'objet de discussions lors de la rencontre à huis clos des autres leaders. "Nous n'allons pas cacher le fait que nous avons aussi discuté de la situation dans le Caucase et un certain mécontentement concernant l'un des membres de l'OTSC. Nous en sommes venus à une conclusion commune selon laquelle il y a toujours eu des problèmes, qu'il y a et qu'il y aura des problèmes. Mais si nous devons résoudre ces problèmes, nous devons le faire autour de la

table des négociations et non par des démarches irraisonnées ", a indiqué le président biélorusse, dans une allusion à peine voilée à la décision de Pachinian de ne pas participer au sommet. Dans une apparente pique adressée au leader arménien, Loukachenko a ajouté que "seuls les politiciens d'un jour" peuvent créer une situation de conflit "en faisant des cadeaux à ceux qui ne sont en rien intéressés par le renforcement de la sécurité des Etats membres de l'OTSC ". "Cela est irresponsable et à courte-vue", a-t-il indiqué, cité par les media locaux. Dans le même temps, le leader biélorusse a exprimé l'espoir de voir les "amis arméniens" assister aux événements économiques à venir à Saint-Pétersbourg, en Russie. L'autocrate biélorusse ne s'avancait pas trop, l'économie étant le seul domaine résistant encore au délabrement des relations arméno-russes, qui s'est accéléré depuis la fin du Haut-Karabagh après l'offensive azérie du 19 septembre, imputée par Erevan à l'inertie des soldats de la paix russes ayant pour mission de protéger la population arménienne. Encore faut-il que la Russie n'utilise pas le levier économique contre l'Arménie, qui pourrait par ailleurs être rattrapée par les sanctions imposées par l'Occident à la Russie, et dont le contournement profite jusqu'à présent à la croissance arménienne. Le refus de l'Arménie annoncé au début du mois d'assister au sommet de Minsk avait valu aux autorités arméniennes un regain de critiques de la Russie. Maria Zakharova, une porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, avait accablé l'Arménie de ses sarcasmes pour ses efforts masqués visant à modifier le vecteur de sa politique étrangère au profit de l'Occident. Elle avait précisé que la décision de Erevan de ne pas participer au sommet de l'OTSC n'était pas « dans les intérêts à long terme du peuple arménien ". Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a regretté de son côté, mais en termes toujours plus nuancés, la décision de l'Arménie, en ajoutant que Moscou attendait de l'Arménie qu'elle continue à œuvrer dans le cadre de l'OTSC. Le secrétaire général en exercice de l'OTSC, Imangali Tasmagambetov, avait pour sa part déclaré en début de semaine que les autorités arméniennes avaient demandé de retirer de l'agenda du sommet la question de la fourniture d'aide militaire à l'Arménie. L'Arménie en avait appelé à l'assistance militaire de ses alliés de l'OTSC en septembre 2022 après deux jours d'affrontements violents avec les forces d'Azerbaïdjan que Erevan avait accusé d'agresser le territoire souverain de l'Arménie. Mais l'alliance militaire n'avait pas voulu désigner comme l'agresseur l'Azerbaïdjan, avec lequel la Russie avait conclu un pacte d'alliance et de non ingérence deux jours avant son invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, et n'avait donc pas apporté à l'Arménie l'aide militaire qu'elle réclamait légitimement en vertu des statuts de l'OTSC, se

contentant d'étudier l'envoi d'une mission d'observation chez son allié arménien, et laissant les Etats-Unis jouer un rôle majeur dans l'accord de cessez-le-feu qui mettra un terme à cette offensive azérie. Autant dire que le climat était tendu lors du sommet de l'OTSC qu'accueillait quelques semaines plus tard, en novembre, Erevan ; les autorités arméniennes adresseront une fin de non recevoir à l'offre de l'alliance relative à l'envoi d'une mission d'observation dans la zone du conflit, faute d'avoir obtenu au préalable une déclaration claire de l'OTSC par laquelle elle désignerait l'Azerbaïdjan comme le pays agresseur, occupant une partie du territoire souverain de l'Arménie. Depuis, les relations n'ont cessé de se dégrader entre l'OTSC et l'Arménie, même si celle-ci n'est pas allée jusqu'à se retirer de l'alliance qu'elle accuse de l'avoir trahie. Expliquant sa décision de ne pas participer au sommet de Minsk, le premier ministre arménien avait déclaré devant le Parlement arménien à Erevan au début du mois que le "problème fondamental" avec l'OTSC restait que cette organisation avait refusé de "fixer de jure sa sphère de responsabilité en Arménie". Précédemment, le leader arménien et d'autres responsables de son gouvernement avaient souligné que la faillite de l'alliance militaire dirigée par la Russie dans ses obligations de répondre aux exigences sécuritaires de l'Arménie signifiait que "c'est l'OTSC qui quitte l'Arménie et non pas l'Arménie qui quitte l'OTSC". S'exprimant devant les journalistes à Erevan jeudi, le vice-ministre arménien de la défense Mnatsakan Safarian a pourtant jugé utile de préciser que l'Arménie n'envisageait pas d'étudier l'éventualité de quitter les alliances dirigées par la Russie, qu'il s'agisse de l'OTSC, de l'Union économique eurasiatique ou d'autres encore, pour le moment du moins, non plus qu'elle n'avait l'intention de soulever la question d'un retrait de la base militaire russe de Gyumi en Arménie, la principale base russe au Sud du Caucase, regroupant avec le contingent de gardes-frontières, plusieurs milliers de soldats. Ceux-ci se sont montrés pour le moins discrets lors des épreuves traversées ces dernières années par les Arméniens, mais Safarian a précisé que de « tels sujets ne sont pas à notre agenda pour le moment ». Cette position des autorités arméniennes, qui justifient par les défaillances de l'aide militaire de la Russie, accaparée par sa guerre en Ukraine, leur volonté de diversifier leur politique en matière de sécurité, notamment en achetant des armes en France et en Inde, a été accueillie avec ironie à Moscou, où l'on reproche à Pachinian de ne pas assumer le virage pro-occidental de sa diplomatie et de sa stratégie, un virage qui sera fatal aux Arméniens, les Occidentaux ayant pour seul objectif, selon la Russie, de l'évincer du Sud Caucase et d'autres régions de l'ex-espace soviétique. La Russie fait payer en tout cas ce revirement à

l'Arménie en prenant ouvertement partie désormais pour l'Azerbaïdjan, qui peut quant à lui, sans s'attirer les foudres russes, jouer sur les deux tableaux, la Russie et l'Occident, et quitter sans état d'âme la table des négociations avec l'Arménie dressée par les Occidentaux, pour retourner à celle présentée par les Russes. Si l'Arménie était absente à Minsk, la politique de la chaise vide qu'elle a choisie profiterait pour l'heure à l'Azerbaïdjan, qui semble avoir pris sa place, tant il compte d'amis parmi les membres de l'OTSC.

Armenpress

24 Novembre 2023

L'Azerbaïdjan ne semble pas intéressé par le projet "Carrefour de la paix" - Pashinyan

EREVAN, 24 NOVEMBRE, ARMENPRESS: L'Azerbaïdjan n'est pas intéressé par le projet "Carrefour de la paix" proposé par l'Arménie, car Bakou met en œuvre le projet d'ouverture des liaisons avec l'Iran, a déclaré le Premier ministre Nikol Pashinyan en réponse à une question du public.

La question lui a été posée de savoir s'il existe des garanties que l'Arménie elle-même effectuera les contrôles douaniers et frontaliers sur son territoire en cas de réalisation du projet de " Carrefour de la paix ".

Pashinyan a souligné que l'un des principes du projet "Carrefour de la paix" est que chaque pays effectuera les contrôles douaniers et frontaliers sur son territoire par l'intermédiaire de ses institutions.

"C'est la proposition que nous faisons à nos partenaires internationaux, notamment l'Azerbaïdjan, la Turquie, l'Iran et la Géorgie. La première réaction de

l'Azerbaïdjan est la suivante : il semble que ce projet ne l'intéresse plus, parce qu'il met en œuvre ce projet de connectivité avec l'Iran. Nous ne sommes absolument pas opposés à cela. Mais c'est notre proposition. Si notre proposition est acceptée, le projet sera réalisé", a déclaré le Premier ministre.

Le citoyen qui a posé la question a souligné la présence de gardes-frontières russes à l'aéroport arménien de Zvartnots. M. Pashinyan a déclaré qu'il s'agissait d'une autre question, qui a une histoire. "Mais notre politique est que le niveau de souveraineté de l'Arménie doit augmenter régulièrement, y compris sur le plan institutionnel. Le projet "Carrefour de la paix" est l'un de ces exemples", a-t-il déclaré.

Le projet "Carrefour de la paix" vise à créer de nouvelles infrastructures ou à améliorer la portée et la qualité des infrastructures existantes. L'Arménie est prête à établir cinq points de contrôle sur les frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour les infrastructures routières, notamment à Kayan, Sotk, près de Karahunj, près d'Angeghakot et Yeraskh.

De même, deux points de contrôle seront établis à la frontière arméno-turque à Akhurik et Margara pour les infrastructures routières.

L'Arménie est prête à assurer les communications entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie en restaurant quatre tronçons ferroviaires sur le territoire de la République d'Arménie. L'Arménie est prête à restaurer le tronçon ferroviaire Nrnadzor-Agarak et à établir des points de contrôle près des frontières, à restaurer le tronçon ferroviaire de Yeraskh à la frontière du Nakhchivan et à établir un point de contrôle à Yeraskh, à restaurer les parties épuisées du chemin de fer de Gyumri à la frontière de la Turquie et à établir un point de contrôle à Akhurik. De même, l'Arménie est prête à restaurer les parties épuisées de la voie ferrée de Hrazdan à Kayan et à établir un point de contrôle à Kayan. Cela permettra de créer de nouveaux liens entre tous les pays de la région. Les principes du Carrefour de la paix sont les suivants toutes les infrastructures, y compris les routes, les chemins de fer, les voies aériennes, les pipelines, les câbles et les lignes électriques, fonctionnent sous la souveraineté et la juridiction des pays qu'elles traversent ; chaque pays, par l'intermédiaire de ses institutions publiques, assure sur son territoire le contrôle des frontières, le contrôle douanier et la sécurité des infrastructures, y compris le passage sur son territoire des véhicules, des marchandises et des personnes ; toutes les infrastructures peuvent

être utilisées pour le transport international et national ; les pays utilisent toutes les infrastructures sur la base de la réciprocité et de l'égalité et, conformément à ces principes, les contrôles frontaliers et douaniers peuvent être facilités par consentement mutuel et par accord. Au fur et à mesure que les tronçons ferroviaires et routiers manquants seront restaurés et que les infrastructures seront débloquées, il sera possible d'établir une connexion transparente entre le golfe Persique, le golfe d'Oman, la mer Noire, la mer Caspienne et la mer Méditerranée grâce à un réseau ferroviaire régional consolidé et aux routes nord-sud et est-ouest. Le gouvernement de la République d'Arménie réaffirme son engagement à contribuer à la paix et à la stabilité de la région et à prendre des mesures concrètes pour construire le carrefour de la paix.

Armenpress

24 Novembre 2023

L'Arménie est prête à échanger des Azéris condamnés avec des prisonniers de guerre selon le principe du "tous pour tous"

EREVAN, 24 NOVEMBRE, ARMENPRESS: Le Premier ministre Nikol Pashinyan a regretté que l'Azerbaïdjan utilise la question purement humanitaire des prisonniers à des fins politiques. Il a déclaré que les actions de l'Azerbaïdjan sont illogiques.

Pashinyan a déclaré que le gouvernement se concentrait sur la question des prisonniers de guerre.

"Nous avons exprimé notre volonté de faire preuve de flexibilité dans ce domaine également, et de travailler avec l'Azerbaïdjan pour que nos prisonniers reviennent. Les négociations sont à sens unique. En outre, nous avons exprimé notre volonté d'échanger les Azerbaïdjanais condamnés en Arménie avec nos prisonniers selon le principe du "tous pour tous", considérant qu'il s'agit d'une question purement humanitaire", a déclaré le Premier ministre.

"Nous avons saisi les tribunaux internationaux des droits de l'homme et d'autres instances juridiques possibles dans tous les cas. Dans plusieurs cas, nous avons obtenu de ces instances des décisions indiquant des mesures urgentes, ce qui a attiré l'attention de la communauté internationale sur cette question. Mais je dois dire que ce travail ne peut évidemment pas être considéré comme suffisant tant que nos frères captifs ne sont pas rentrés en Arménie, et nous continuerons à faire tous les efforts possibles dans ce sens", a déclaré M. Pashinyan.

Armenpress

24 Novembre 2023

Le concept d'"Azerbaïdjan occidental" vise à justifier une nouvelle guerre contre l'Arménie, déclare M. Pashinyan

EREVAN, 24 NOVEMBRE, ARMENPRESS: Le récit de l'"Azerbaïdjan occidental", selon le Premier ministre Nikol Pashinyan, soulève des doutes sur la sincérité de l'Azerbaïdjan à l'égard du processus de paix.

"Le récit de l'"Azerbaïdjan occidental" remet en question la sincérité de l'Azerbaïdjan à l'égard du processus de paix.

L'une des dispositions clés du processus de paix devrait être que l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'ont pas de revendications territoriales l'un contre l'autre et sont prêts à s'engager de jure à ne pas avancer de telles demandes à l'avenir", a déclaré le Premier ministre Nikol Pashinyan lors d'une conférence de presse télévisée vendredi.

" Qu'est-ce que l'"Azerbaïdjan occidental" ? Le concept d'"Azerbaïdjan occidental" est un concept de formation, de construction et de justification d'une nouvelle guerre contre l'Arménie", a noté le Premier ministre.

Armenpress

24 Novembre 2023

Le Kremlin attend la participation de M. Pashinyan aux prochains sommets de la CEI et de l'UEE

EREVAN, 23 NOVEMBRE, ARMENPRESS: L'assistant du président russe Vladimir Poutine, Yuri Ushakov, a déclaré que Moscou s'attend à ce que le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan participe aux sommets de la Communauté des États indépendants (CEI) et de l'Union économique eurasienne (UEE) prévus à Saint-Pétersbourg en décembre.

"Je pense qu'ils [la délégation arménienne] viendront à Saint-Pétersbourg, où se tiendra le traditionnel sommet informel de la CEI, ainsi que la réunion officielle de l'Union économique eurasiatique. D'ailleurs, lors de cette réunion, la présidence [de l'UEE] passera de nous à l'Arménie, et je pense donc que M. Pashinyan arrivera pour accepter la présidence des mains du président Poutine",

a déclaré M. Ushakov cité par TASS.

EUROPE - FRANCE

YouTube

12 Novembre 2023

Conférence de presse pour la libération des prisonniers arméniens détenus illégalement par Bakou

Par François-Xavier Bellamy

Prise de parole de François-Xavier Bellamy à l'occasion de la conférence de presse organisée à la mairie de Paris pour la libération des prisonniers de guerre et des prisonniers politiques arméniens détenus par Bakou, avec Anne Hidalgo, Hovhannès Guévorkian, Ara Toranian, Mourad Papazian et Luis Moreno-Ocampo.

[Conférence de presse pour la libération des prisonniers arméniens détenus illégalement par Bakou - YouTube](#)

Turquie-Azerbaïdjan

Nouvelles d'Arménie Magazine

24 Novembre 2023

Selon le droit international, l'Azerbaïdjan doit libérer tous les otages - rapport

Tous les prisonniers politiques, prisonniers de guerre et otages arméniens détenus illégalement en Azerbaïdjan doivent être libérés immédiatement conformément au droit international.

C'est ce qu'indique le rapport du Centre pour la vérité et la justice intitulé « L'Azerbaïdjan doit libérer tous les prisonniers politiques, prisonniers de guerre et otages arméniens ».

Le rapport indique que le 19 septembre 2023, une offensive azerbaïdjanaise, la deuxième en trois ans, a ouvert la voie au nettoyage ethnique des Arméniens de leur terre ancestrale du Haut-Karabakh. En l'espace de 10 jours, plus de 100 000 Arméniens ont fui le Haut-Karabakh et trouvé refuge dans l'Arménie voisine.

Au cours des guerres de septembre-novembre 2020 et septembre 2023 contre le Haut-Karabakh, les autorités azerbaïdjanaises ont détenu quelque 200 civils et militaires arméniens.

"Des dizaines de personnes sont toujours détenues illégalement dans les prisons azerbaïdjanaises, certaines en attente de procès et d'autres condamnées illégalement à de longues peines d'emprisonnement, peut-on lire dans le rapport.

Il est à noter que selon le procureur général d'Azerbaïdjan, 300 anciens dirigeants du Haut-Karabakh sont recherchés pour des crimes de guerre présumés commis pendant les guerres. Huit de ces dirigeants ont été arrêtés, humiliés devant les caméras et transférés dans des prisons à Bakou.

En ce qui concerne les otages, les auteurs du rapport ont noté qu'un nombre inconnu de civils arméniens ont été faits prisonniers depuis 2020 par le personnel de sécurité azerbaïdjanais dans et autour du Haut-Karabakh et à l'intérieur des frontières de l'Arménie.

En ce qui concerne les prisonniers de guerre, selon le rapport, 36 prisonniers de guerre arméniens se trouvent toujours dans les prisons azerbaïdjanaises.

"Les prisonniers de guerre de la guerre de 2020 auraient dû être libérés conformément à l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre 2020. Maintenant que les deux guerres sont terminées, tous les prisonniers de guerre doivent être libérés immédiatement conformément aux Conventions de Genève. La majorité des prisonniers de guerre ont été capturés un mois après le cessez-le-feu officiel de 2020, dans la région de Khtsaberd.

Ces prisonniers politiques, prisonniers de guerre et otages, dont certains ont été condamnés illégalement à de longues peines d'emprisonnement en Azerbaïdjan, doivent être libérés immédiatement conformément au droit international, et au moins comme mesure de confiance afin que les négociations en cours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan puissent produire des résultats. La communauté internationale, en particulier les médiateurs des États-Unis, de la Russie et de l'Union européenne, ainsi que d'autres, ont l'obligation de persuader l'Azerbaïdjan de les libérer immédiatement et sans condition", peut-on lire dans le rapport.

Tous les otages sont représentés par leur nom dans le rapport, y compris les personnes qui ont occupé des postes de direction dans le Haut-Karabakh : Arayik Harutyunyan, Bako Sahakyan, Davit Babayan, Arkadi Ghukasyan, Ruben Vardanyan, Davit Ishkhanyan, Davit Manukyan, Levon Mnatsakanyan, ainsi que des civils et des militaires capturés.

YEREVAN, NOVEMBRE 23, ARMENPRESS.

Nor Haratch

23 Novembre 2023

[Aliev : « Il n'y a plus d'obstacle à la signature de l'accord de paix » - Nor Haratch](#)

Aliev : « Il n'y a plus d'obstacle à la signature de l'accord de paix »

Le 22 novembre, lors de la réunion tenue à Bakou avec le ministre d'État aux Affaires européennes du Royaume-Uni, Leo Docherty, le président Ilham Aliev a déclaré qu'il n'y avait plus d'obstacle à la signature du traité de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Selon les médias azerbaïdjanais, Aliev a souligné que Bakou soutenait l'agenda de paix régional, était prêt à dialoguer avec l'Arménie pour signer un traité de paix et normaliser les relations entre les deux pays.

D'autre part, selon [haqqin.az](#), Docherty a déclaré que l'Azerbaïdjan est non seulement un important fournisseur d'énergie pour l'Europe, mais aussi un pays important et responsable dans le Caucase du Sud, et que sans l'Azerbaïdjan, il n'y aurait pas de paix et de sécurité en Europe.

Le diplomate britannique a ajouté qu'il évalue positivement toute contribution à la paix et à la stabilité de la région.

Erevan est prêt aux négociations et propose une réunion des vice-premiers ministres à la frontière

Le ministère arménien des Affaires étrangères, en réponse à la déclaration faite la veille par Bakou selon laquelle il est prêt à négocier directement avec Erevan, a

déclaré :

« Malgré toutes les complications et tous les défis, Erevan déclare qu'il existe une réelle possibilité d'établir la paix entre les deux pays, qui peut être réalisée si les deux parties font preuve de volonté politique, et la partie arménienne a cette volonté. »

Selon Erevan, l'une des manifestations de cette volonté est le fait que l'Arménie a proposé à l'Azerbaïdjan de convoquer une réunion des commissions de démarcation à la frontière commune des deux pays.

Nor Haratch

23 Novembre 2023

La Turquie a été élue membre du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO

Un renard dans un poulailler

Le ministre turc de la Culture et du Tourisme, Mehmet Nuri Ersoy a déclaré dans un message sur sa page de réseau social : « Nous avons de bonnes nouvelles. La Turquie a été élue membre du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO ».

Notant que son pays est devenue membre de ce Comité lors du vote au cours du « 24e Congrès des États participants » tenu à Paris le 22 novembre, Ersoy a ajouté, entre autres :

« La Turquie, pendant la période de sa prochaine adhésion de quatre ans, aura son mot à dire dans le processus décisionnel concernant les candidats à l'inscription sur la liste du patrimoine mondial, aux côtés des autres membres du Comité, lors des sessions. »

« NH » - Chaque matin, avec les premiers rayons du soleil, lorsque nous ouvrons nos "fenêtres" sur le monde, nous nous retrouvons tous inévitablement face à de nouvelles informations pleines d'absurdités. Nouvelle journée, nouvelles absurdités. La planète Terre qui depuis des millions d'années a connu diverses ères, de sauvagerie, de régression, de stagnation ou de progrès, elle n'a certainement jamais été témoin d'un tel niveau d'absurdités.

Ici, ce n'est pas le lieu de nous approfondir dans le sujet. Mais en tant qu'Arméniens, nous ne pouvons ignorer le fait inacceptable qui est le suivant : Un État qui a célébré son 100ème anniversaire il y a moins d'un mois, et qui pendant ses 100 ans d'existence ne s'est préoccupé que de démolir et d'anéantir un héritage spirituel et culturel immense d'une nation multimillénaire (ici nous n'évoquerons même pas le sort qui a été réservé à ses propriétaires), constituant une partie importante du patrimoine mondial en question situé en son territoire, simplement avec l'obsession de ne laisser aucune trace de cette nation multimillénaire... aujourd'hui est élu membre du Comité appelé à protéger ces mêmes valeurs.

Les mots restent impuissants pour traduire les sentiments...

Un renard est amené dans le poulailler...

La question qui s'en suit est de savoir si ce vote est la conséquence d'une ignorance des réalités historiques ou de certains calculs et intérêts mercantiles ?

Mais en réalité peu importe ; quelle que soit la réponse, nous avons notre part de responsabilité, car il est évident que nous, les Arméniens, aurons failli dans le travail nécessaire pour que cela ne se produise pas.

Nor Haratch

23 Novembre 2023

[Erdogan : « L'Arménie devrait chercher sa sécurité plutôt dans la coopération avec ses voisins » - Nor Haratch](#)

Erdogan : « L'Arménie devrait chercher sa sécurité plutôt dans la coopération avec ses voisins »

Quelques jours plus tard, le 20 novembre, le président turc, dans son discours au peuple après la réunion gouvernementale, s'est cette fois directement adressé à l'Arménie en l'appelant à chercher sa sécurité dans la coopération avec ses voisins.

« Certaines superpuissances occidentales n'ont pas encore réalisé qu'une nouvelle ère s'est ouverte dans notre région après la guerre du Karabakh. Ce serait bien si le peuple arménien et ses dirigeants cherchaient leur sécurité non pas à des milliers de kilomètres, mais dans la paix et la coopération avec leurs voisins », a-t-il déclaré.

Le dirigeant turc a souligné que les armes et munitions envoyées par les pays occidentaux ne pourraient pas garantir une paix stable. Il a également appelé l'Arménie à serrer la « main d'amitié » tendue par l'Azerbaïdjan.

Rappelons que les forces armées turques et azerbaïdjanaises effectuent des exercices militaires conjoints presque tous les mois, notamment près des frontières arméniennes. L'armée azerbaïdjanaise est sans cesse dotée de nouveaux armements provenant de la Turquie et d'autres États et, ce faisant, lorsque l'Arménie n'acquiert que des armes défensives, cela dérange !!!

Jérusalem

EVN Report

24 Novembre 2023

Par Tigran Yegavian

[Armenians of Jerusalem: Facing an Existential Threat - EVN Report](#)

Armenians of Jerusalem: Facing an Existential Threat

On November 4, 2023, Armenian residents of Jerusalem peacefully protested against illegal construction within their Quarter. The situation escalated when armed Jewish settlers arrived, prompting police intervention. The next day, Danny Rothman, also known as Danny Rubenstein, the Australian owner of Xana Gardens Ltd., the company linked to the controversial deal to build a luxury hotel over land leased from the Armenian patriarchate arrived and allegedly demanded the Armenians' expulsion. Is the 1600-year Armenian presence in Jerusalem under threat? There are strong indications pointing in that direction, considering the latest events in this troubling saga that began with the murky and illegal sale by Patriarch Nourhan Manoogian and the defrocked priest Bared Yeretsian, the former property manager of the Patriarchate.

In March 2020, Archbishop Manougian and the defrocked priest Kachig Yeretsian, formerly known as Father Bared, entered into a 10-year contract with the Jerusalem Municipality. The agreement allowed the Cows' Garden area, situated in the historic Armenian Quarter (1/6 of the Old City), to serve as a parking lot for Jews visiting the Western Wall in the Old City. This parking facility was officially opened in May 2021.

By December 2020, both Armenians and Palestinian Arabs in Bethlehem had staged demonstrations in protest of the lease agreement, expressing concerns about Armenian land being used as a parking lot for Jewish residents of the Old City and potentially for visitors of the Western Wall. The Armenian Patriarchate, however, characterized the deal as a financial transaction rather than a sale of land.

In July 2021, a new contract was signed between the Armenian Patriarchate and Danny Rubinstein. The contract leases the Cows' Garden which is the entire southwestern section of the Armenian Quarter, for a period of 99 years. The vacant land, measuring 5,520 square meters, is valued between \$27 billion and \$39 billion. Rubinstein's plan is to construct a hotel on the land and give a small percentage of the profit to the Church within five years' of the hotel's completion.

Once the Armenian community in Jerusalem and around the world learned about the sale (or long-term lease) that took place in secret in September 2021, a protest movement began to build up over time. In the fall of 2021, Armenian Archbishop Aris Shevernian announced that he had agreed to join a group of Armenian priests who publicly spoke out against the actions of the Armenian Patriarch and his real estate manager.

Supposedly, Patriarch Manougian and former Father Yeretsian conducted negotiations for the deal without the consent of the Synod and the Sts. James Brotherhood constitution. Later, no disciplinary action was taken against the Patriarch and Father Yeretsian for making the deal without their consent. For three years, the Synod did not hold any meetings or vote on this important deal. In so doing, the Patriarchate supposedly violated the legal and jurisdictional procedures and laws that govern it.

Finally, in a remarkable development, the Armenian Patriarch [dismissed](#) his former deputy and the Church's former real estate director in May 2023. When the local Armenian parish in Jerusalem learned of the decision, they took measures to prevent Baret Yeretsian from leaving the Armenian convent with any documents or valuable items. Videos filmed by Armenians at the convent show Israeli police escorting the former priest to safety, protecting him from an angry Armenian youth.

Eyewitnesses reported that the former priest was stopped when youth discovered that he was attempting to use the back door of the convent's school to escape with boxes containing his personal belongings. The youth searched each item before allowing him to take it, ensuring that no documents were taken.

The decision to dismiss the priest was made due to growing anger over the alleged role played by former Father Baret in selling or leasing Armenian church property to Jewish developers.

As Jerusalem-born Armenian scholar Bedross Der Matossian pointed out, “the situation gripping the Armenian Quarter of Jerusalem is more than distressing—it is an urgent call to safeguard cultural heritage and defend the rights of the Armenian community within the Holy Land. The [ongoing destruction](#) using bulldozers within the Cows’ Garden in the Armenian Quarter not only wounds the local fabric, but also strikes at the heart of global heritage.”

Armenians Betrayed and Disarmed

In an interview five years ago (“The Gate Keeper,” AGBU Magazine, Dec. 2018), Patriarch Manougian stated, “The Armenian presence in Jerusalem is one of the most miraculous sagas of the Armenian people. Jerusalem is the oldest Armenian community outside Armenia. It has remained almost intact for almost 2,000 years...” Yet he has undermined the significance of this revered structure by gradually ceding Armenian land to the Israeli authorities, who illegally occupy the Old City of Jerusalem.

In the same interview he also stated, “Tourism and pilgrimages are two important channels that raise awareness about the Armenian presence in Jerusalem...visibility is one of our major goals.” How can he raise Armenian visibility when he is giving away Armenian lands? How can he expect Armenians pilgrims when he is giving away our national heritage without a fight?

Patriarch Manougian continued, “We invest heavily to strengthen the infrastructure of the community. We finance most of the institutions of the Armenian Quarter. There is no doubt that the gradual decline in the number of Armenian residents affects the functional life of the community [there are about 1,000 Armenians left in the city].” Despite claiming to invest in strengthening the community, Armenians who live rent-free in the Church-owned Armenian Quarter refrain from publicly criticizing the Patriarch’s real estate decisions due to fear of being evicted from the Quarter in a city with high rents and limited accommodation.

But the Armenians of Jerusalem don’t understand why the Patriarchate, with its considerable material resources derived from its substantial real estate holdings in the Holy Land, is allowed to do so. To make matters worse, they find themselves subjected to intimidation and blackmail by the Patriarch, who holds tremendous leverage over them due to the fact that many of them are tenants of

the Patriarchate. There have been documented cases of Armenian families being forcibly evicted from their homes, a practice that directly contradicts the Patriarch's supposed commitment to preserving the Armenian presence in the Old City, particularly when it is already dwindling.

The Reaction of the Palestinian Authority and Jordan

Palestinians and Jordanians are also concerned about the fate of other Armenian real estate in the Old City of Jerusalem. The Hashemite Kingdom of Jordan serves as the protector of the Holy Islamic and Christian sites in Jerusalem. Each Armenian Patriarch holds a diplomatic passport issued by the Jordanian authorities. In response to the unlawful leasing of the Patriarchate's Cows' Garden, Jordan and the Palestinian Authority expressed their concern.

The mishandling of the real estate fiasco resulted in the suspension of Manougian from his role as the Patriarch of the Armenian Church in Jerusalem by the Palestinian Authority (PA) and Jordan on May 11. In a [joint statement](#), they emphasized that the Patriarch had ignored requests from Armenian institutions to discontinue any actions that could jeopardize the historical and legal status quo of these sites.

The Palestinian Authority and Jordan have claimed that Manougian, who is responsible for Christian properties in the occupied Palestinian territories and Jordan, violated international covenants that protect the status quo of occupied East Jerusalem and preserve the Armenian Quarter, as well as the religious character of the city. Jordanians and Palestinians are concerned about the long-term effects of this transaction, believing that it will disrupt the demographic balance of the Holy City and contribute to the process of Judaization in old Jerusalem.

The Armenian government is currently engaging with Palestinian and Jordanian representatives. But the strained relations with Israel, Azerbaijan's primary arms supplier, are limiting Yerevan's room for manoeuvre.

Dwindling Number of Armenians in Jerusalem Is Terrifying

While Christians used to make up 20% of Jerusalem's population, today they account for less than 2%. The Armenian community of Jerusalem, which consisted of roughly 2000 people 20 years ago, has decreased to less than a half of that.

This community is isolated from Armenians in neighbouring Arab countries due to Israel's policy of not allowing non-Jews to immigrate to Occupied Palestine. This policy prevents an Armenian living in Jerusalem from marrying an Armenian from an Arab country and having their spouse immigrate to Jerusalem.

Consequently, the pool of potential marriage partners for Armenians becomes even smaller, leading to an increase in marriages between Christian Arabs. Additionally, Armenians lack official status and are unable to become citizens; instead, they are designated as permanent residents, leaving them at the mercy of government bureaucrats. The Patriarch, rather than supporting a community under severe stress, distanced himself from it and severed relations with at least one of the three social clubs.

The Israeli government, especially after declaring Jerusalem as the capital of Israel, has been actively reshaping the physical and demographic landscape of the Holy City to emphasize its Jewish character, often at the expense of its long-established Muslim and Christian population. The progressive radicalization of the Israeli political spectrum reflects the overall objective of transforming the country into a predominantly Jewish state, regardless of how long minority groups have resided there. Armenians, for example, are already treated as second-class citizens, and their prospects in a non-secular Jewish state appear bleak.

The Israeli authorities deliberately target and intimidate non-Jews in Jerusalem, as well as holy Islamic and Christian sites. Extremist Israeli groups receive direct support from the government, which protects them and covers up their crimes against these holy sites in Jerusalem. According to Dimitri Diliani, the head of the Christian National Assembly in the Holy Land, "the Israeli occupation has one goal: to create an environment that rejects the presence of Jerusalemites in their own city, be they [Christians](#) or Muslims. They are all subjected to persecution and deliberate Israeli racism, to displace them from the city and turn it into a city with Jewish majority. This is the [main reason](#) behind the decrease in the number of Christians in Jerusalem and the migration from the city."

Clergy and churches frequently experience physical and verbal attacks, while holy places are regularly vandalized and desecrated by these extremist groups. Additionally, properties, especially in the Christian quarter of the Old City and its surroundings, are systematically targeted through deliberate and planned commercial deals.

